

# Algérie : racines et projections

Et pas que. Il fut le premier dirigeant islamiste à opérer la jonction entre le fondamentalisme et les milieux d'affaires.

Né en 1942 — une date qui fut à l'origine du rejet de sa deuxième candidature aux présidentielles de 1999 —, il grandit dans la tradition des associations caritatives dotées par les commerçants. Il en créa une avec Ahmed Sahnoun et Mohamed Bouslimani qui eut une carrière renommée : El-Islah oua El-Irchad dont les contributeurs étaient les bazaristes à la recherche d'un sauf-conduit de probité morale et religieuse ; ce que «les barbeflènes» et le RND, les futurs partenaires du MSP, dans la coalition gouvernementale, imiteront, avec zèle, dans l'établissement de leurs listes de candidats aux élections et l'administration de leurs campagnes électorales.

Le ménage à trois, religion, politique et argent — une autre première en Algérie — venait d'être breveté.

Le MSP était, par sa base sociale et son programme, tout à fait indiqué pour en jouer la partition. C'est qu'il avait tout du parti patrien, parfaite équation de la fusion entre le prosélytisme et la finance, fortement soulignée par l'indice de pénétration important dont il était crédité dans la bourgeoisie informelle, les classes moyennes et aussi chez les intellectuels arabophones, formés ici, au Proche-Orient et dans les pays du Golfe, plutôt que dans les classes populaires — inconditionnellement «fissistes» — où son attractivité était faible, pour ne pas dire nulle.

Son programme dont le flou lui permettait de varier, opportunément, les positions tenait en une seule formule transformée, circonstanciellement, en slogan électoral : «L'Islam est la solution.»

C'est avec ce viatique à la carte — un paravent repoussoir de l'extrémisme — qu'il creusa, patiemment, son sillon dans les terres de l'Etat algérien, réussissant là où les marxistes échouèrent et démontrant aux sceptiques que l'islamisme politique pouvait, en jouant le jeu du système, se faire délivrer un visa d'entrée au Palais, à la condition d'être conciliant et de modérer ses appétits ; un état de grâce ponctué par les 25% des suffrages exprimés (3 millions de voix) obtenus par Mahfoud Nahnah à l'élection présidentielle de 1995, puis par les 38 sièges «conquis» aux élections législatives de 2002 et par les 52 attribués par celles de 2008 sous le mandat de Bouguerra Soltani, successeur du président décédé en juin 2003.

Le sens de la prospective et le pragmatisme de ce dernier manquèrent, néanmoins, au parti. La disparition du cheikh ouvrit les portes aux scissions provoquées par le soutien «illimité» apporté par l'aile Soltani au programme du président Bouteflika et à ses 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mandats.

La première division entraîna la création, en 2009, par Abdelmadjid Menasra du Front du changement, une brèche dans laquelle s'engouffra, après son 5<sup>e</sup> congrès de 2013, le parti, dans son ensemble, ravi à la direction de Soltani remplacé par Abderrazak Makri. Le MSP quitte la coalition tripartite pour l'opposition, par crainte d'une désertion massive de sa base croyant, un moment, pouvoir embarquer dans le train des «révolutions arabes».

Le désenchantement n'aura d'égal que la démesure de l'illusion.

Le parti, déstabilisé par le divorce de Amar Ghoul et la formation de TAJ (Tajamoû Amal El-Djazaïr), rongé aussi par la perte amère des départements ministériels — Commerce, Tourisme, Industrie et Pêche — qu'il fit gérer, durant 15 ans, par Abdelkader Bengrina, Bouguerra Soltani, Abdelmadjid Menasra, Amar Ghoul et El-Hachemi Djaâboub, cherche à

renouer avec l'entrisme et à revenir au gouvernement. L'expérience de l'opposition totale n'ayant pas été payante, il parle sur les élections législatives de 2017, placées sous le signe du retour des sécessionnistes à la maison-mère, pour réactiver les recettes du passé.

### 3- Le parti Ennahda

Le parti Ennahda a pris sa source dans une filiation née dans les contrées Koutama du Nord constantinois, à Jijel, Skikda, Mila et El-Milia, là où tissa la toile de la daâwa ulémiste, cheikh Embarek El-Mili, l'auteur de la première *Histoire contemporaine de l'Algérie* rédigée en arabe et publiée, en 1930, l'année du Centenaire de la colonisation.

Saâd Abdallah Djaballah, natif de la région, formé dans ses écoles coraniques réputées pour leur rigorisme et plus tard à l'université des sciences islamiques Emir-Abdelkader de Constantine, dirigée par l'imam Mohamed El-Ghazali, un des chefs égyptiens de l'organisation des Frères musulmans, n'eut aucune peine à en utiliser le patrimoine conservateur comme rampe de lancement, à l'âge de 33 ans, en prenant la tête du parti qu'il fonda en 1989.

L'arrogante domination du FIS le repoussa à l'arrière des frontières de la tradition badienne avec l'esprit de tolérance de laquelle il prit, nettement, ses distances, en épousant, dans un oppositionnisme pur et dur, une approche dogmatique dans le débat national

***Au terme de cette analyse de l'islamisme politique en Algérie, une interrogation s'impose : que subsiste-t-il de l'Association des ulémas algériens après sa tardive réapparition – 30 ans après l'indépendance – dans une configuration éclatée en plusieurs dérivées inattendues, elle qui démarra son itinéraire en se proposant d'éduquer le peuple pour le libérer des servitudes de l'ignorance, de l'obscurantisme et de l'exploitation coloniale ?***

sur les questions doctrinales et socio-politiques de l'heure : code de la famille, éducation, organisation du pouvoir...

Par cet alignement situé à droite de celui de Hamas, il se priva de toute marge de secours qui lui aurait été utile le moment venu.

Imperméable aux sollicitations officielles, refusant de passer pour un relais, parce qu'il avait été un activiste réfractaire, plusieurs fois emprisonné dans les années 80, il préféra poursuivre la chimère de gagner à ses thèses les franges du FIS hésitant à se lancer dans la galère de la désobéissance civile.

Mais, démuné des moyens de sa politique — ténors de l'envergure de ceux du FIS et relations avec les milieux d'affaires de la puissance de celles de Hamas —, il perdit sur les deux tableaux : celui de la concurrence avec le Front islamique et celui de l'opposition virulente au pouvoir.

En face du FIS, parti plébien, recrutant par-delà les îlots de la caste élitiste des Frères musulmans, il ne fit pas le poids, emporté par les vagues de 1990 et 1991, sans avoir pu inscrire le moindre point gagnant.

Dans sa bataille contre le pouvoir, il n'eut pas, non plus, gain de cause. Son parti fut redressé à deux reprises : en 1998 lorsque son rival, Lahbib Adami, le supplanta à la présidence du mouvement ; revenant à la charge avec une seconde formation — El-Islah, il est, une fois encore, démis de ses fonctions par Djahid Younsi et dut ronger son frein jusqu'en 2011 pour se relancer sur la scène politique avec El-Adala (le Front de la justice et du développement). Le seul résultat dont il pou-

vait s'enorgueillir était celui obtenu aux législatives de 1997 (43 sièges) et la troisième place qui lui fut «généreusement» concédée, aux présidentielles de 2004, pour «ennuyer» Ali Benflis, «l'impertinent chef du gouvernement qui osa braver l'autorité de son bienfaiteur de Président».

Dans la perspective des consultations d'avril 2017, poussé par des vents qu'il estime être plus favorables, il parvient à récupérer et à replacer, sous son égide, ses partis perdus, s'allie à El-Bina de Ahmed Dane et repart à la conquête d'un nouveau souffle, soutenu par les députés Aribi et Benkhellaf, les porte-parole de la mouvance au Parlement...

### 4- El-Oumma

La surprise fut grande dans l'opinion ainsi qu'au sommet de l'Etat quand Benyoucef Ben Khedda, le deuxième président du GPRA, annonça la création du parti El-Oumma.

Que venait faire dans l'arche de l'islamisme politique ce dirigeant de la première heure du PPA-MTLD, surnommé par la presse coloniale française «le Chinois», après son voyage remarqué de 1961 en République populaire de Chine ? A première vue, le positionnement de celui qui se retira de la course au pouvoir en 1962, sans opposer de résistance à l'EMG, par souci de préserver la paix civile, manquait de cohérence d'autant que le sigle du parti faisait référence à la «oumma», une communauté plus large, dans l'acception de

l'islamisme, que celle à laquelle renvoie le concept classique de Nation.

A première vue, seulement, si on oublie que dans l'appel lancé, en 1976, avec Ferhat Abbas, Hocine Lahouel et cheikh Kheireddine, l'auteur des deux ouvrages, *Les Accords d'Evian* et *Les origines du 1<sup>er</sup> Novembre 1954*, s'associait à la critique de la Charte nationale aux résonances soupçonnées marxisantes et en appelait au retour aux sources : les principes de l'Islam dont la Proclamation de Novembre avait fait l'un des cadres référentiels de l'Etat indépendant à venir.

Dans le préambule des statuts du parti, il précise sa pensée : El-Oumma est appelée à être le creuset où viendront se fondre les nationalistes et les islamistes unis contre les influences idéologiques étrangères ; une formule expérimentale qui, dans le contexte ambiant, n'avait pas convaincu. Ahmed Ben Bella l'avait devancé sur ce terrain et bien d'autres petits partis séduits par la mode de la confessionnalisation de la politique lui emboîtèrent le pas, sans avoir obtenu le moindre retour d'écoute. Dans la même mesure que Hamas, Ennahda et le MDA, le parti de Benyoucef Ben Khedda découvrit, à son détriment, qu'il n'était pas de taille à affronter le rouleau compresseur du FIS.

C'est pourquoi il se contenta d'une existence symbolique jusqu'à son autodissolution. Confondu avec son fondateur, il finit par céder la place à une association caritative et de défense des droits de l'Homme codirigée par son fidèle adjoint Abderahmane Kiouane.

### 5- Le Parti de la liberté et de la justice

Dernier-né de la mouvance islamiste, en décembre 2008, le PLJ était, en réalité, le succédané du parti Wafa du D' Ahmed Taleb El-Ibrahimi auquel le ministère de l'Intérieur refusa, en 1999, d'accorder l'agrément, justifiant sa décision par «la présence dans la liste des fondateurs d'anciens militants du FIS», tombés sous le coup de l'interdiction d'activer dans une formation politique.

Et c'est à Mohand Oussaïd Belaïd, un des proches collaborateurs de l'ancien ministre de l'Information et de la Culture du président Houari Boumediène, que reviendra la charge de diriger le parti derrière lequel se profilait, dans l'ombre, la silhouette du fils du cheikh Bachir El-Ibrahimi, l'ancien représentant de l'Association des ulémas au Proche-Orient et dans les pays du Golfe.

La ligne équilibrée de ses rapports avec le pouvoir fut récompensée, en septembre 2012, par l'intégration de son secrétaire général dans le gouvernement, au poste de ministre de la Communication, qu'il quitta une année après, tout en continuant à observer une gestion politique prudente qui sera couronnée par l'acquiescement des autorités à l'élection de l'ancien journaliste du *Jeune Musulman* et ancien président de l'Ugema (Union générale des étudiants musulmans algériens) à la présidence d'honneur du PLJ, une façon d'apurer le dossier de Wafa et de le régulariser sous un autre sigle. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question dans le chapitre dédié aux partis fondés par les dirigeants dissidents du FLN : Kasdi Merbah (Majd), Rédha Malek (ANR), Ahmed Taleb El-Ibrahimi (Wafa), Sid-Ahmed Ghazali (Front démocratique) et Ali Benflis (Talaïe El-Houriyate)...

Au terme de cette analyse de l'islamisme politique en Algérie, une interrogation s'impose : que subsiste-t-il de l'Association des ulémas algériens après sa tardive réapparition – 30 ans après l'indépendance – dans une configuration éclatée en plusieurs dérivées inattendues, elle qui démarra son itinéraire en se proposant d'éduquer le peuple pour le libérer des servitudes de l'ignorance, de l'obscurantisme et de l'exploitation coloniale ?

Sous réserve d'en exposer le détail dans l'essai de bilan de l'action de l'opposition constitutionnelle qui sera proposé à la fin de cette étude, force est de constater qu'il n'en reste qu'un fac-similé, pâle reflet d'une étoile éteinte, qui se mêle, au nom de son ancien prestige et de son âge canonique, de statuer sur la vie de la société en contrevention des canons de la pensée badienne enseignée, en son temps, sous le signe du savoir et de l'ouverture sur le monde.

On aura noté, jusque-là, que la plupart des acteurs du Mouvement national qui avaient manifesté des velléités de retour à l'action politique indépendante, après 1962, ont été annihilés, empêchés de réaliser leur objectif, en se faisant exploser et émietter en autant d'enseignes fratricides irréconciliables.

Les restes de ces enseignes ont été, à quelques exceptions près, enrégimentés dans la recomposition du champ politique redessiné par les réformes de 2012 et 2016 instaurant une «démocratie» dirigée par en haut. Seul le FLN qui continue à se déclarer légataire universel du PPA-MTLD demeure en course, plus puissant que jamais.

Quelle signification donner à cette longévité maintenue à flot par l'appui historique de l'ANP ? Les prochains développements de cette étude tenteront d'en percer, par-delà les apparences, les causes cachées.

**B. M.  
(À suivre)**

## NOTES :

- 9) Loi portant rahma du 25 février 1995.
- Loi portant charte pour la paix et la réconciliation nationale du 16 septembre 1999.
- 10) Originaire de Blida, Mahfoud Nahnah se lance en politique le 6 décembre 1990, à la tête de Hamas, le parti qu'il fonde avec son ami de toujours Mohamed Bouslimani. Sa biographie de militant n'est pas vierge d'antécédents puisqu'il s'était déjà fait remarquer par son activisme sous l'égide de la confrérie des

Frères musulmans à laquelle il prête allégeance, dès son entrée à l'Université d'Alger, pour y suivre des cours de littérature arabe. C'est là qu'il fit la connaissance des premiers leaders de la mouvance et qu'il s'oppose au régime du président Houari Boumediène en commettant des actes de sabotage, en signe de désapprobation de la Charte nationale proposée au débat populaire en 1976. Il est emprisonné, pendant 4 ans et gracié par Chadli Bendjedid qui apprécie sa modération. Plus enclin à faire preuve d'un esprit pédagogique conforme à sa vocation d'ancien professeur, il est partisan du dialogue et tente de résister, en

vain, à l'offensive ultra du FIS qui lui voue une animosité tenace. Il participe à l'élection présidentielle de novembre 1995 avec un programme résumé par la formule «L'Islam est la solution» et remporte la deuxième place avec 25% des voix. Il est, toutefois, empêché de prendre part à celles de 1999 parce que, né en 1942, il était en âge de participer à la guerre de libération, ce qu'il ne fit pas. Sa disparition prématurée, à l'âge de 61 ans, laissera un vide dans sa formation où ses successeurs furent à la peine pour prolonger un leadership forgé grâce à sa tempérance et à son art du louvoiement.